

Windows XP : Microsoft divise par 10 le prix de son support étendu

Si Microsoft fait les gros yeux aux utilisateurs individuels de Windows XP, via [l'affichage de pop-up anxigènes](#), il se montre beaucoup plus accommodant avec les grandes entreprises. Selon nos informations, suite à un dialogue engagé il a plus d'un an, le **Club des responsables d'infrastructure et de production** (CRiP), club rassemblant les responsables IT de plus de 270 grandes entreprises et administrations françaises, a obtenu des conditions avantageuses de la part de Microsoft pour **une année supplémentaire de support de XP**. Rappelons que le support officiel de Microsoft pour cet OS vieillissant s'est [officiellement arrêté le 8 avril](#).

« De nombreux adhérents nous ont fait part de leur incapacité à migrer dans les délais impartis. Le tout alors que les prévisions tarifaires communiquées par Microsoft pour avoir accès au support étendu étaient considérées comme relativement élevées », explique **Jean-Paul Amoros**, vice-président du CRiP, et par ailleurs directeur de production IT chez GDF Suez.

« L'éditeur a été à l'écoute »

Et le représentant du Club des responsables d'infrastructure et de production d'expliquer que la situation touche **notamment les industriels**, où certains PC sont utilisés pour contrôler des machines et font tourner des applications de plus de 15 ans d'âge. *« Face aux montants en jeu, une partie des entreprises a certes migré (généralement vers Windows 7), même si la valeur métier de cette montée de version n'est pas toujours simple à expliquer. Mais d'autres ont préféré reporter cette opération notamment en raison de l'environnement économique difficile qui pèse sur leurs capacités d'investissement. Ce qui fait qu'aujourd'hui, on se retrouve face à un précédent, avec durablement un sujet à traiter. Des questions clefs se posent à l'éditeur et aux utilisateurs : que signifie la fin du support dans le monde du logiciel ? Dans ces situations, les logiciels en fin de support ne devraient-ils pas être reversés dans le monde du libre, afin de permettre à des sociétés tierces de proposer des services de maintenance ? »*

Mais c'est bien sur **l'aspect tarifaire que se sont concentrées les discussions**. *« L'éditeur a été à l'écoute et Microsoft nous a fait part d'une réduction très significative du plafond maximal associé à cette offre pour la première année et pour les entreprises concernées »,* assure Jean-Paul Amoros. Selon d'autres sources, Redmond a accepté de **diviser la facture par près de 10**. Les grands comptes possédant plus de 750 postes sous XP bénéficieront d'un an de support supplémentaire (patch de sécurité critiques et correctifs) pour un **prix maximal de quelques centaines de milliers de dollars**, là où le premier éditeur mondial avait un temps envisagé de facturer sa prestation en millions de dollars. Signalons que, selon des analystes du Gartner interrogés en février dernier par [nos confrères de Computerworld](#), Microsoft avait un temps envisagé de facturer cette année de support supplémentaire 200 \$ par poste. L'accord signé avec le CRiP semble indiquer que l'éditeur a finalement fait marche arrière, revenant à un forfait, le mode de facturation qu'il privilégiait jusqu'alors en pareil cas.

Plusieurs millions pour les gouvernements

Le CRiP n'est en la matière qu'un groupe de pression parmi d'autres : partout dans le monde, les associations d'utilisateurs se sont mobilisées pour obtenir de Microsoft des aménagements. Logique, car le poids de XP dans l'entreprise reste majeur : selon une étude de la société Fiberlink, **44 % des entreprises continuent de l'utiliser.**

L'OS est également très présent au sein des gouvernements et administrations. Selon The Telegraph, le **gouvernement britannique** a ainsi versé 6,6 millions d'euros à Microsoft pour le support étendu de XP, Office 2003 et Exchange 2003 pour ses centaines de milliers de postes fonctionnant encore sous l'OS. Idem pour le **gouvernement néerlandais**, qui, selon la presse locale, aurait lui aussi versé plusieurs millions à Microsoft pour assurer le support de ses quelque 40 000 postes encore sous XP. Même motif, même punition pour le **fisc américain**, dont 53 % du parc de 110 000 ordinateurs tourne encore sous l'OS vieillissant. L'administration avait prévu de migrer vers Windows 7 mais, faute de budget suffisant, a dû retarder ce projet. 30 millions de dollars, sur les 78 millions budgétés pour ce projet, ont manqué pour terminer la migration.

En France, une source au sein du ministère de l'Intérieur explique ne pas avoir connaissance de négociations entamées par l'administration française à ce sujet. « *Au sein du ministère, nous avons accéléré le passage à Windows 7, ce qui a coûté pas mal d'argent. De son côté, la gendarmerie a poursuivi sa migration vers Linux* », explique notre interlocuteur.

Selon les dernières statistiques de NetMarketShare, Windows XP occupe **27,7 % du parc mondial de PC**. Il flirtait encore avec les 38 % en mai dernier. Pour les entreprises, la migration fait émerger des enjeux complexes : compatibilité d'applications métier ou industrielles, coût du projet sur des parcs importants... Sans oublier les cas particuliers comme les distributeurs de billets : en janvier, un article de BusinessWeek estimait que [95 % de ces 2,2 millions de machines dans le monde](#) fonctionnaient encore sous l'OS vieillissant. Et seule une sur trois aurait migré dans les délais prévus, d'après une étude de NCR. Selon Reuters, de très nombreuses banques ont négocié avec Redmond l'extension du support de XP sur leurs distributeurs.

En complément :

[Fin du support de Windows XP : les solutions pour s'en sortir](#)

[Microsoft annonce déjà la fin de vie de Windows 8.1 !](#)